



**PRÉFÈTE  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service environnement et prévention des risques**

**Arrêté n°162-DDPP-2022  
portant mise en demeure de respecter les dispositions  
des arrêtés préfectoraux n°4-DDPP-2019 et 419-DDPP-2019**

**La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 22-012 du 4 mars 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°4-DDPP-19 du 8 janvier 2019 modifié réglementant les activités de la société MPC, sise 4-6 route de Chézieu 42610 SAINT-ROMAIN LE PUY, et l'arrêté complémentaire n°419-DDPP-19 du 5 novembre 2019 pris pour accorder des délais de mise en conformité du site à ses obligations réglementaires ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 24 mars 2022 faisant suite à l'inspection qui s'est déroulée le même jour ;

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées en date du 25 mars 2022 transmettant à la société MPC le rapport d'inspection susvisé conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 25 AVRIL 2022 ; .

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté lors de l'inspection du 24 mars 2022 la non-réalisation d'une partie des travaux nécessaires à la mise en conformité du site et à la maîtrise des risques accidentels que ses activités de fabrication de peintures liquides présentent ;

**CONSIDÉRANT** le non-respect des délais de mise en conformité fixés par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 419-DDPP-19 du 5 novembre 2019 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des arrêtés préfectoraux n° 4-DDPP-19 du 8 janvier 2019 et n° 419-DDPP-19 du 5 novembre 2019 susvisés ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MPC de respecter les dispositions des arrêtés préfectoraux n° 4-DDPP-19 du 8 janvier 2019 et n° 419-DDPP-19 du 5 novembre 2019 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La Société MPC, exploitant une installation de peintures liquides à base de solvants, sise 4-6 route de Chézieu 42610 SAINT-ROMAIN LE PUY, est mise en demeure de respecter les arrêtés préfectoraux n° 4-DDPP-19 du 8 janvier 2019 et n° 419-DDPP-19 du 5 novembre 2019 susvisés. Pour cela, l'exploitant devra :

- sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, assurer la suppression des stockages de liquides inflammables du bâtiment B5

- sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, installer un système de détection incendie dans les bâtiments et sur les zones de stockage extérieures du site
- sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, passer commande de l'installation d'un système de détection incendie dans les bâtiments et sur les zones de stockage extérieures du site, pour mise en service au plus tôt dudit système ;
- sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté,
- sous 8 mois à compter de la notification du présent arrêté, achever tous les travaux dépendant de la fin du chantier « toitures » à savoir :
  - le transfert des aérosols stockés en J vers A2
  - le transfert des stockages de palettes de Z3-41 vers D1-D2
  - le transfert du laboratoire de contrôle de F2 vers B0, le transfert de la production de B1 vers I1, le transfert du conditionnement de B2 vers B1
  - l'installation de la zone de stockage Z4 sur rétention pour réaffecter le stockage des IBC de solvant et résine
  - l'installation des nouvelles tuyauteries de D2 à I1-H, le transfert de D2 en I1-H, le démontage des tuyauteries du Parc 1 à D2, la remise en état du mur de la rétention Parc1 après démontage
  - la suppression définitive de Parc2 avec dégazage des cuves et élimination par filière adaptée
  - le transfert vers D des stockages de combustibles (palettes de Z3-41, papier cartons)

**Article 2 :** En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**Article 4 :** Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5** Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire de St-Romain le Puy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Etienne, le **16 MAI 2022**

Four la Préfète  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
  
**Dominique SCHUFFENECKER**

copie adressée à :

- Société MPC
- 4-6 Route de Chézieu
- 42610 St-Romain le Puy
- Mairie de St-Romain le Puy
- Sous-Préfecture de Montbrison
- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono

